



**PRÉFÈTE
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
Bureau de procédures environnementales
et foncières**

Arrêté n° 53DCBPEF-2025-059 du 30 avril 2025

Levant la mise en demeure prise par arrêté n°BPEF-2024-0135 en date du 22 juillet 2024 à l'encontre de la société Tissus d'Avesnières, exploitant des installations de teinture, d'impression et d'ennoblissement d'étoffes, implantées 203 quai Paul Boudet à Laval (53000).

**La préfète de la Mayenne,
Chevalier de la Légion d'honneur,**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme GASPARI Marie-Aimée, préfète de la Mayenne ;

VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per – et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2015 autorisant la société Tissus d'Avesnières à procéder à la teinture, l'impression et l'ennoblissement d'étoffes dans son établissement situé 203 quai Paul Boudet à Laval (53000) ;

VU l'arrêté préfectoral n°BPEF-2024-0135 en date du 22 juillet 2024 portant mise en demeure à l'encontre de la société Tissus d'Avesnières, exploitant des installations de teinture, d'impression et d'ennoblissement d'étoffes, implanté 203 quai Paul Boudet à Laval (53000) ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2024, régulièrement publié, portant délégation de signature à M. Ronan LÉAUSTIC, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval, arrondissement chef-lieu, et suppléance du préfet de la Mayenne ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 mars 2025 à la suite de la visite du 4 mars 2025 ;

VU la transmission du rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 mars 2025 à la préfète de la Mayenne, conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'exploitant a télédéclaré trois rapports de mesures et d'analyses liés à la campagne d'investigations sur les PFAS :

- Rapport d'analyse du 15/07/2024 pour des prélèvements effectués le 26/06/2024 ;
- Rapport d'analyse du 16/09/2024 pour des prélèvements effectués le 16/07/2024 ;
- Rapport d'analyse du 13/11/2024 pour des prélèvements effectués le 11/09/2024 ;

CONSIDERANT que les mesures, à savoir les prélèvements réalisés par le laboratoire départemental d'analyses de la Mayenne ainsi que les analyses réalisées par le laboratoire Inovalys d'Angers (accrédité COFRAC) sont conformes aux méthodes normalisées de référence mentionnées dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 ;

CONSIDERANT que l'écart majeur concernant les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) est considéré comme soldé ;

CONSIDERANT que par courriel en date du 21 juin 2024, la société Tissus d'Avesnières a transmis son plan d'actions afin de limiter sa consommation d'eau en période de sécheresse ;

CONSIDERANT qu'au cours de la visite d'inspection du 4 mars 2025, la société Tissus d'Avesnières a complété son document avec les éléments demandés par l'inspection et a également présenté les actions qui seront entreprises à l'issue de la publication de son bilan financier annuel 2024, à savoir :

- Remplacement de la laveuse ;
- Remplacement des chaudières ;
- Mise à jour du plan des réseaux d'eaux afin d'initier les travaux de séparation des eaux pluviales et eaux industrielles.

CONSIDERANT que l'écart majeur concernant le plan d'actions sécheresse est considéré comme soldé ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} : La mise en demeure prise à l'encontre de la société Tissus d'Avesnières, par arrêté préfectoral n°BPEF-2024-0135 en date du 22 juillet 2024 est levée.

ARTICLE 2 : L'arrêté est publié pour une durée de deux mois, sur le site Internet des services de l'État de la Mayenne (<https://www.mayenne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-eau-et-biodiversite/Installations-classees/Installations-classees-industrielles-carrieres/Mesures-de-police-administrative>).

ARTICLE 3 : Le présent arrêté est notifié à la société Tissus d'Avesnières par courrier recommandé avec accusé réception.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement – unité interdépartementale Anjou-Maine sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la préfète et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général
de la préfecture de la Mayenne,



Ronan LÉAUSTIC

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Ile Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : www.telerecours.fr dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai 2 mois :

1° pour l'exploitant, ce délai commence à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés, ce délai commence à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Mayenne.

